

Grèce : la débâcle de l'austérité, le naufrage de l'Europe

lundi 13 février 2012, par [Attac France](#), [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#) (Date de rédaction antérieure : 13 février 2012).

Le Parlement grec a adopté hier un énième plan d'austérité négocié avec la Troïka. En échange, la BCE, le FMI et l'Union européenne accepteront de débloquer une nouvelle tranche de financement d'un plan que plus personne n'ose encore qualifier de « sauvetage ».

Malgré les défections de ministres et de députés, les manifestations d'hier, d'une ampleur sans précédent, n'ont pas suffi à bloquer l'adoption du plan au Parlement, avec une majorité incluant le Parti socialiste, la droite classique et l'extrême-droite. La colère et le désespoir populaires vont encore s'amplifier.

L'économie grecque est littéralement laminée par les politiques d'austérité, dont le nouveau plan est une étape supplémentaire : baisse de 22 % du salaire minimum, ramené à 586 euros brut sur 14 mois, suppression dans l'année de 15 000 emplois publics, nouvelles coupes dans les pensions de retraite. Loin de jeter les bases d'une sortie de crise, les prétendues « cures » imposées par la Troïka entretiennent un cercle vicieux de récession et de chômage.

Le but de ces politiques : imposer une « dévaluation interne » par une baisse massive des salaires et des budgets sociaux, en préservant les intérêts des classes dominantes et du secteur financier. Les banques grecques seront recapitalisées par l'État mais resteront dans les mains de leurs actionnaires privés.

Selon le FMI lui-même, la saignée actuelle et la restructuration en cours de la dette grecque ne permettront dans la meilleure des hypothèses que de ramener la dette de 160 % à 120 % du PIB d'ici 2020. Les nouveaux prêts ne serviront qu'à rembourser les anciens, la restructuration de la dette ne servira qu'à maintenir à long terme le flux des intérêts qui saignent l'économie grecque en alimentant les banques européennes. La Grèce sera ramenée à une économie de subsistance et de tourisme à bas prix.

La crise est économique et sociale, mais aussi démocratique et politique. La classe politique grecque reste sourde aux exigences des citoyens, tandis que l'Union européenne exerce une violence sans précédent contre l'un de ses pays membres, prélude à d'autres violences contre d'autres pays. Il faut croire que la Grèce est pour les classes dominantes un laboratoire pour tester jusqu'où elles peuvent aller dans la pression exercée sur les peuples.

Parmi les mesures indispensables pour sortir la Grèce, mais aussi le Portugal, l'Espagne, l'Italie et l'ensemble de l'Europe de cette impasse, il faut d'urgence une reprise en main de la Banque centrale européenne par le politique, une réforme fiscale taxant les revenus financiers et les gros patrimoines, une annulation des dettes illégitimes, une politique européenne de convergence sociale vers le haut, des plans massifs d'investissement public pour la transition écologique...

Les luttes sociales sont appelées à s'amplifier dans les mois à venir dans toute l'Europe pour stopper la spirale infernale de l'austérité et de la désagrégation, et imposer une réorientation solidaire de la construction européenne, à commencer par le rejet du « Pacte budgétaire ». Dans cette perspective,

Attac France appelle à multiplier les initiatives de solidarité avec le peuple grec.

Attac France, le 13 février

APPEL UNITAIRE. SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE GREC ! DE PARIS À ATHÈNES, LUTTER ENSEMBLE CONTRE L'AUSTÉRITÉ !

La troïka, avec l'appui du gouvernement grec d'union nationale, exige un nouveau plan d'austérité au peuple grec. Réduction brutale des salaires et des pensions (-22%), suppressions d'emplois dans la fonction publique, dé-tricotage du code du travail... Les travailleurs grecs n'en finissent plus de payer la crise ! Privatisations des services publics, détérioration du système de santé, casse du service public d'éducation : c'est l'immense majorité de la population qui fait les frais d'une politique qu'ils n'ont pas choisi, imposée par les marchés financiers, les banques et le patronat sous la houlette de Merkel et Sarkozy.

Nous avons conscience que la situation de la Grèce n'est pas de la responsabilité du peuple grec comme on voudrait nous le faire croire. L'austérité sert à sauver les banques, notamment françaises et allemandes, qui spéculent depuis des années sur la dette grecque. Elle sert également à montrer au reste des peuples européens ce qui les attend : une baisse drastique du niveau de vie, une diminution sans précédent des salaires ! Les dernières annonces de Sarkozy confirment que l'austérité va s'étendre à tous les peuples européens !

Pourtant le peuple grec n'a pas dit son dernier mot. La grève générale se construit et s'étend. Plusieurs ministères sont occupés, des travailleurs occupent leur entreprise, des étudiants leur lieu d'études... Dimanche, jour du vote au parlement grec du nouveau plan d'austérité, les jeunes, les travailleurs, les chômeurs, les retraités, se sont donnés rendez-vous pour assiéger le parlement, pour empêcher le vote illégitime. Ils nous montrent la voix : il n'y a pas de fatalité face à l'austérité et ce sont bien les luttes qui seront déterminantes dans le dénouement de la crise.

Nous sommes solidaires du peuple grec en lutte. Nous pensons que c'est bien à l'échelle de toute l'Europe que les peuples doivent se lever contre les plans d'austérité. De Paris à Athènes, il est temps de retrouver le chemin de la mobilisation. C'est pourquoi, nous appelons à un rassemblement dimanche 12 février à 15h devant l'ambassade grecque (métro Kleber).

Premiers signataires : Initiative des étudiants et travailleurs grecs de paris, AL, NPA et SUD-culture

COMMUNIQUÉ DU NPA. LA POPULATION EN GRÈCE TOUJOURS MOBILISÉE CONTRE L'AUSTÉRITÉ

Vendredi 10 et samedi 11 février une nouvelle grève générale est appelée par les syndicats du public et du privé contre les cures d'austérité à répétition et toujours plus dévastatrices pour le niveau de vie de la population en Grèce.

Le chantage politique qui conditionne le versement de 130 milliards d'euros au titre du plan d'aide est particulièrement ignoble.

L'Union européenne exige 15 000 nouvelles suppressions de postes dans la fonction publique, une baisse de 22% pour le Smic qui passerait à moins de 500 euros mensuel, de 15% pour les retraites qui abaisserait à 392 euros la retraite minimum.

Ces nouvelles coupes sombres dans les rémunérations, retraites et allocations font, bien sûr, suite à des amputations antérieures sur les revenus.

Le nouveau gouvernement tripartite, Parti socialiste, Nouvelle Démocratie et Laos (extrême-droite) accepte bien évidemment cette énième plan de rigueur.

Malgré le matraquage politique et économique, les salariés et la population manifestent toujours une véritable volonté de résistance.

La Grèce est un laboratoire pour les politiques d'austérité et la solidarité internationale avec le combat des populations doit s'exprimer en permanence.

Le NPA réaffirme sa solidarité à leur combat et appelle tous ceux qui entendent lutter contre des politiques d'austérité (syndicats, associations, partis de gauche...) à se mobiliser et à soutenir la grève générale de ces deux jours à venir.

Le 9 février 2012.
